REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 06 au 12 février 2024

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Santé : formation épidémiologiques.....2
- SANTÉ HUMAINE ET SANTÉ ANIMALE
  Formation de la deuxième cohorte d'épidémiologistes de terrain

1.2 Projet GPS : formation journalistes.....5
- La Commission de l'Océan Indien (COI)
  L'Assemblée nationale ouvre ses portes à une dizaine de journalistes

1.3 Projet TWENex : Déchets -Energies.....9
- COOPÉRATION ENTRE LES UNIVERSITÉS DES COMORES ET DE MAURICE SUR LA FILIÈRE DÉCHETS – ÉNERGIE

1.4 Sécurité maritime et portuaire.....11
- "There has to be a public-private partnership when it comes to port security"

2. Centres d'Intérêts

2.1 Pêche illégale.....14
- Pêche illégale : 18 navires de pêche étrangers interceptés dans la ZEE des Seychelles

2.2 Coopération.....15
- Autosuffisance alimentaire : Maurice obtiendra l'expertise du Burundi

2.3 Agriculture.....16
- Agriculture : Digitalisation renforcée grâce à l'appui de la FAO

2.4 Environnement.....17
- L'agonie silencieuse des zones humides : urbanisation et législations défaillantes en cause
- Biodiversité : à la découverte de la chauve-souris de Livingston

2.5 Energies.....19
- Objectifs de développement durable : Lancement du projet Financement intégré pour les énergies durables (FIER)

La Gazette des Comores

SANTÉ HUMAINE ET SANTÉ ANIMALE

Formation de la deuxième cohorte d'épidémiologistes de terrain

Le mardi 6 février à la salle de conférence de la Faculté des Sciences, s'est déroulé la cérémonie de lancement de la formation de la deuxième cohorte d'épidémiologiste de terrain (FETP), en présence de l'équipe de l'Unité de Veille Sanitaire de la Commission de l'Océan Indien et du conseiller technique du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Le secrétaire général du ministère de la santé a tenu à leur exprimer toute sa gratitude pour la diligence avec laquelle la COI a assuré la mise en œuvre du programme FETP aux Comores en partenariat avec l'Ecole de Médicine et Santé Publique (EMSP), et qui a abouti aux fructueux résultats obtenus.



Participants à la formation des épidémiologistes de terrain.

Le SG a souligné que : « Dans le cadre du renforcement du système de surveillance épidémiologique, le ministère de la santé a adopté le programme de formation en épidémiologie de terrain de première ligne (FETP Première ligne). A ce jour, 18 apprenants de la première cohorte ont été formés en FETP première ligne totalisant 12 cadres du secteur santé publique et 6 en santé animale ou vétérinaire L'objectif du FETP aux Comores, est de disposer au moins d'un cadre en FETP frontline par district sanitaire de manière à obtenir une masse critique pour faciliter la détection précoce pour une action prompte afin d'éviter la propagation des maladies à potentiel épidémique ».

Pour lui, la formation du personnel de santé dans le domaine de la recherche et de l'épidémiologie est l'un des piliers stratégiques pour la mise en œuvre du concept One Health dans notre pays. Cette initiative vise notamment à mieux affronter les maladies émergentes et / ou à risque pandémique, en tenant compte des interdépendances qui lient la santé humaine, la santé animale et la santé végétale.

On peut dire que ce programme de Field FETP arrive à point nommé avec cette épidémie de choléra qui est en cours au niveau du territoire. Cette formation demeure ainsi un investissement qui permet au pays d'acquérir progressivement les ressources pouvant lui permettre d'être capable de détecter, d'investiguer et de riposter à temps réel grâce aux épidémiologistes de terrain disponibles dans les districts sanitaires.

Par la voix du SG, le ministère de la santé a félicité et encouragé le partenariat retrouvé depuis 2009 avec l'UVS–COI grâce aux appuis constants qu'il a offerts au bénéfice du développement de son secteur. Son souhait demeure la pérennisation du réseau SEGA One Health pour capitaliser les acquis retrouvés.

Rappelons que ces formations permettent de construire une réponse globale en santé. Concrètement, elle renforce les capacités de réponse aux urgences en termes de santé publiques. Elle permet également de former des leaders de santé publique à différents niveaux du système de santé. Dans le même temps, elle renforce la participation des laboratoires à la surveillance épidémiologique. Tout ce travail est mené avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD).

Mmagaza

Seychelles NATION

La Commission de l'Océan Indien (COI)

L'Assemblée nationale ouvre ses portes à une dizaine de journalistes



Dans le cadre d'une formation visant à assurer une couverture professionnelle des travaux de l'Assemblée Nationale des Seychelles, hier, les participants – une dizaine de journalistes – ont effectué une visite guidée de l'Assemblée Nationale et des zones de cette institution auxquelles ils peuvent accéder. L'occasion pour eux de découvrir quelques aspects méconnus de notre Assemblée Nationale.

Même si beaucoup de journalistes.réalisent des reportages sur notre parlement, cette visite a été un moment riche. Le temps fort : les pas faits dans l'hémicycle, là où se déroulent les sessions parlementaires. Il faut savoir que la plupart des journalistes présents n'avaient pas encore eu l'occasion de visiter ce lieu clé de la démocratie seychelloise depuis sa rénovation.

L'équipe de l'Assemblée Nationale nous a offert une visite guidée et a souligné l'importance de respecter les protocoles à l'intérieur du parlement : pas de téléphones, donc pas de photos ou de vidéo, excepté pour les professionnels de l'image qui en ont l'autorisation. Interdiction également de s'asseoir sur les chaises des honorables, une règle qui concerne aussi les employés de l'Assemblée. Les journalistes ont écouté avec attention les explications du *Sergeant-at-Arms,* Monsieur Antoine Rose ; la responsable des relations publiques, Mademoiselle Angelique Hill et leurs collègues.

Après, la chambre, les journalistes ont eu l'occasion de s'attarder au musée de l'Assemblée Nationale, ce qui leur a permis de faire un retour dans le passé, de voir l'originale de la Masse – symbole de l'autorité du Speaker, et de voir les multiples cadeaux reçus des différents parlements du monde.

Cette visite est un des éléments de la formation journalistique portant sur une couverture professionnelle des travaux de l'Assemblée Nationale des

Seychelles, du 5 au 9 février 2024, à l'hôtel L'Escale Resort Marina & SPA, Mahé. Elle est organisée par la Commission de l'Océan Indien (COI) dans le cadre de son projet Gouvernance, Paix et Stabilité (GPS), financé par l'Agence française de développement. Monsieur Jean-Luc Mootoosamy, journaliste et expert de l'Agence française de développement média (CFI) du projet GPS, dirige cette formation avec la participation de journalistes provenant de diverses rédactions.

« Très souvent, les journalistes sont appelés à couvrir les sessions parlementaires sans vraiment comprendre les termes techniques. Dans le cadre du projet GPS, la COI vise à créer des opportunités de collaboration entre les médias et les institutions démocratiques afin d'améliorer la qualité de l'information destinée aux populations », déclare M. Mootoosamy, soulignant le but de cette formation qui est d'améliorer la compréhension du fonctionnement des institutions démocratiques et la qualité de la couverture journalistique de leurs activités.

« Cette visite de l'Assemblée Nationale restera un moment mémorable de cette formation », affirme M. Mootoosamy, également directeur du cabinet suisse Media Expertise.

Seychelles NATION

Journalistes et l'Assemblée Nationale applaudissent une formation réussie



Jean-Luc Mootoosamy, expert média et formateur de la COI (Photo : Joena Meme)

La formation pour une couverture journalistique professionnelle des travaux de l'Assemblée Nationale des Seychelles a pris fin hier après-midi à l'hôtel l'Escale Resort & Spa de Roche Caïman, Mahé. La dizaine de journalistes bénéficiaires ainsi que les membres de l'Assemblée Nationale ont insisté sur les résultats positifs de cette formation de 5 jours. Le Président de la République, M. Wavel Ramkalawan, en déplacement à Dubaï pour le « World Governments Summit », a fait parvenir un discours pour la clôture de cette formation.

« Je souhaite que cette semaine améliore les productions des journalistes, que les relations presse-Assemblée Nationale soient renforcées, pour le bien de nos sœurs et frères Seychellois, qui ont soif de vérité, soif d'avoir une information de qualité », a souligné le Président Ramkalawan. Il a auparavant remercié la Commission de l'Océan Indien (COI), qui, à travers son projet de Gouvernance, Paix et Stabilité financé par l'Agence française de développement (AFD), a organisé cet événement.

Le Président de la République a remercié l'Assemble Nationale pour une visite guidée du parlement. Pour les journalistes le mercredi 7 février. « Ceci est un témoignage clair de l'ouverture de cette institution vis-à-vis de la presse, témoignage de la vigueur de notre démocratie », a déclaré M. Ramkalawan.

Pour sa part, M. Ralph Agrippine, Officier permanent de liaison des Seychelles auprès de la COI, cet atelier « contribuera à améliorer la culture démocratique aux Seychelles, car des journalistes rompus aux techniques de reportage des travaux parlementaires contribueront à rapprocher les citoyens aux institutions démocratiques ». Il a souligné que ce rapprochement « installe la confiance des citoyens dans les institutions est le meilleur antidote contre les risques de rupture démocratique ».

Un des objectifs de cette formation était de permettre aux représentants des médias et de l'Assemblée Nationale d'avoir des échanges directs sur les attentes mutuelles en termes de couverture et d'accès à l'information. Un

atelier « fructueux », « engageant » et qui « a forgé des relations plus étroites entre le service parlementaire et les médias », ont estimé des participants.
« Nous avons eu des dialogues francs, nous avons discuté de solutions et, pour nous, en tant que personnel parlementaires et experts, nous avons réussi à vous transmettre nos connaissances et à vous aider à comprendre le monde parfois complexe qu'est le parlement », a déclaré Mademoiselle Alexandria Faure, Deputy clerk de l'Assemblée Nationale. Et d'ajouter face aux participants qu'en effet « oui, nous avons des mandats différents mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas travailler plus étroitement ensemble et atteindre nos objectifs respectifs tout en préservant nos mandats ».
Melle Faure a terminé en disant apprécier le dialogue avec la presse « et je mets en avant notre engagement à rendre notre service parlementaire plus efficace, dans l'espoir qu'un degré de compréhension également puisse être maintenu entre nous ».
M. Marc Maminiaina, Chargé de mission de la COI, en charge du projet GPS, a remercié l'Assemblée Nationale, la Commission électorale des Seychelles et les participants pour la réussite de cette formation. Il a souligné la volonté de la COI de poursuivre la formation des journalistes dans le cadre de GPS, « un premier projet politique pour la COI » afin de permettre une meilleure compréhension du travail des institutions démocratiques via la presse.
Parole enfin aux participants, par la voix de M. Rashid Valmont, journaliste du quotidien « Today in Seychelles ». « Nous sommes profondément reconnaissants d'avoir eu l'opportunité de participer à cette session de formation qui a été transformatrice pour beaucoup d'entre nous. Je suis convaincu que les connaissances et les idées acquises au cours des cinq derniers jours renforceront non seulement nos capacités en tant que journalistes et rédacteurs, mais contribueront également au renforcement de nos institutions et à la promotion de la transparence et de la responsabilité dans notre société ».
Le journaliste Jean-Luc Mootoosamy, expert média et formateur de la COI via l'Agence française de développement média (CFI) ne cache pas sa satisfaction. « Un succès sur toute la ligne. Nous avons semé des graines de renforcement de dialogue entre journalistes et Assemblée Nationale. J'espère que les arbres porteront beaucoup de fruits », a-t-il déclaré.
Vidya Gappy



M. Marc Maminiaina, Chargé de mission de la COI (Photo : Joena Meme)



M. Ralph Agrippine, Officier permanent de liaison des Seychelles auprès de la COI (Photo : Joena Meme)



Mademoiselle Alexandria Faure, Deputy clerk de l'Assemblée Nationale (Photo : Joena Meme)



Rashid Valmont, journaliste du quotidien « Today in Seychelles » (Photo : Joena Meme)

Lire aussi :

- https://www.nation.sc/articles/21000/commission-de-locan-indien-
- http://www.seychellesnewsagency.com/articles/20042/COI++les+journalistes+seychellois+se+familiarisent+au+fonctionnement+de+l%27Assemble+nationale

COOPÉRATION ENTRE LES UNIVERSITÉS DES COMORES ET DE MAURICE SUR LA FILIÈRE DÉCHETS – ÉNERGIE



DU 18 JANVIER AU 24 JANVIER DERNIERS, L'UNIVERSITÉ DE MAURICE (UOM) A REÇU TROIS ENSEIGNANTS ET TECHNICIENS DE LABORATOIRE DE LA FACULTÉ DES SCIENCES TECHNIQUES DE L'UNIVERSITÉ DES COMORES (UDC). OBJECTIF : ACCOMPAGNER LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES COLLÈGUES COMORIENS EN MATIÈRE DE TECHNIQUES ET DE RECHERCHE SUR LA VALORISATION DES DÉCHETS ORGANIQUES. CETTE EXPÉRIENCE D'ÉCHANGES ENTRE PAIRS A ÉTÉ ORGANISÉE PAR LE PROJET TWENEX DE LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN (COI) MIS EN ŒUVRE CONJOINTEMENT AVEC LE MAURITIUS RESEARCH AND INNOVATION COUNCIL (MRIC) DANS LE CADRE DU PROGRAMME RECHERCHE ET INNOVATION DE L'ORGANISATION DES ETATS ACP (OEACP) SUR FINANCEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE.

« C'est un honneur et un plaisir pour l'UoM de pouvoir partager son expertise dans le domaine de la caractérisation physico-chimique des déchets aux homologues des universités des îles de l'océan Indien. Recevoir les représentants de l'Université des Comores dans nos laboratoires représente également une expérience enrichissante pour nous, dans les phases théoriques, de préparation, de pratique et d'échanges. Nous sommes ravis d'approfondir un peu plus le sujet au cours des missions de renforcement de capacités que nous allons tenir prochainement aux Comores et à Madagascar dans le cadre du projet TWENex », déclare Deepak Reedoye, technicien de laboratoire du département de Génie chimique de l'UoM.

L'UDC et l'UoM figurent parmi les porteurs de projets locaux, appelés multiplicateurs, qui bénéficient d'un soutien du projet TWENex pour développer, consolider, amplifier et pérenniser des initiatives qui allient recherche scientifique, gestion des déchets et génération d'énergie. Au total, le projet TWENex soutient six (6) multiplicateurs aux Comores, à

Madagascar et à Maurice pour un montant global de près de 965 000 €. Dans le même temps, ces multiplicateurs sont mis en réseau et des échanges entre pairs sont organisés afin de maximiser leur montée en compétences.

TRANSFORMER DES DÉCHETS BIODÉGRADABLES EN ÉNERGIE ADAPTÉES ET ACCESSIBLES AUX MÉNAGES.

« Notre vocation est bien de créer du lien et du partage entre les pairs régionaux et de disposer d'un bassin de compétences qui conforte le développement de nos expertises dans l'Indianocéanie grâce à la formation et l'échange d'expérience », précise Roxane Logé, coordonnatrice du projet TWENex au sein de la COI.

Cet échange entre universitaires des Comores et de Maurice était centré sur la caractérisation physico-chimique des déchets. Concrètement, il s'agit d'une méthode permettant de qualifier les déchets selon leurs propriétés physiques et chimiques et de produire des données scientifiques permettant ainsi d'opérer une sélection pour la valorisation, notamment énergétique, des déchets.

Le projet TWENex mobilise la recherche et l'innovation afin de développer des solutions technologiques de transformation des déchets biodégradables en énergie adaptées et accessibles aux ménages apportant ainsi des réponses locales et adaptées aux terrains aux problématiques de substitution des énergies fossiles et de déforestation dans l'Indianocéanie.

COVER STORY

ANDREW MALLIA, EU CONSULTANT ON MARITIME SECURITY

"There has to be a public-private partnership when it comes to port security"

- There are emerging threats, and one of them is cybersecurity

EU Maritime Security Consultant Andrew Mallia visited Mauritius this week to conduct training on port security. This initiative is funded by the European Union and carried out in collaboration with the Indian Ocean Commission. In a Q&A session with BIZWEEK, Mr. Mallia highlighted not only the generic threats affecting ports, but also emerging ones like cybersecurity. He emphasized the global nature of port threats such as illicit goods trafficking and cyberattacks, underscoring the importance of local legislation and public-private partnerships for sustained security. Mr. Mallia stressed that reviewing and implementing legislation are crucial steps towards effective security measures. On the topic of drug trafficking, he explained that port security measures are designed to prevent and detect such activities, making ports less attractive to traffickers. However, the specifics of implementation depend on national authorities and strategies. The objective of the workshop was to address the complex challenges of port security and to empower local participants to strengthen security measures in Mauritius.

Rudy Veeramundar



Can you tell us about the objective of the training workshop on port security being held in Mauritius?

The training workshop is part of a larger project, which is the Port Security and Safety of Navigation project. This is actually a project financed by the European Union and executed by a number of agencies, including the International Maritime Organization, but also Interpol and UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime). So it's an element of that wider project. This particular week, we are working with participants to study a particular process, which is the Port Facility Security Assessment, which is a process that evaluates the threats to and risks posed to the port facilities within a larger port area. So, for instance, here in Port Louis, we're going to be discussing (Editor's note: the workshop was held this week) with the participants various ways of approaching it and how to make this efficient and effective as a process to enhance the security of the ports, which at the end of the day is of commercial and social benefit to the surrounding residents and also to the country as a whole, especially in a small country like Mauritius, where the port is critical infrastructure.

The Indian Ocean is known to have an important maritime traffic. Can you share some information on the level of threat in the region?

I'm not competent to assess the level of threat for a particular country. There are generic threats which we are seeing not only in the Indian Ocean, but also in other parts of the world. Ports all face the threat of being leveraged for illicit trades, the smuggling of narcotics, protected wildlife products, and other illicit goods. This is very regular in many parts of the world. So, this is one thing we're trying to protect against. There are also specific threats for each particular region. It's no secret that we currently have an elevated terrorism threat in certain parts of the world.
What we're looking at are the generic threats, which affect ports in general, but the process we are giving to the participants will then allow them to take into account any specific threats they may have here, which they may know about and identify, and allow them to assess their impacts on the port facilities.

> **Drug traffickers are just like any other industry, they look at the maritime traffic and they say, okay, high volumes, relatively low cost, this is a good way to ship my goods.**

Can you elaborate on the generic threats?

As I said, there's the trafficking of illicit goods. Containerized cargo is regularly leveraged, for instance, for the trafficking of narcotics and also for the trafficking of other illicit substances like explosives and weapons. There are passing through ports every day, and detecting these small numbers within the large volume of containerized cargo which is being handled by many ports is very difficult and requires good intelligence to profile the risk shipments.
Secondly, any port area has a threat in so far as it is also attractive to local crime. There are many valuable items within the port area which may encourage pilferage or theft. We're talking about the import of vehicles, which is also sensitive to this type of exploitation.
There are also emerging threats, and one of them is cybersecurity. More and more port facilities are relying on information technology, and their operational technology, which is the technology used for cargo handling, for logistical support. Any attack on these, besides disrupting the port, can also have financial impacts. These could be ransomware which demands payment for it to be released or for the system to be restored.



The use of drones has become more and more concerning to every port facility. We're seeing right now in the Red Sea the threat of high-level drones. But as we know, we can go to a local supermarket in many countries and buy a drone for a couple of hundred dollars, which allows us to survey an area which potentially we wouldn't normally be able to look at. So if we're preparing to conduct a crime, that may be the first step in doing so, looking at the facility using drone technology. These are the types of threats which we are looking at.

Did you have the opportunity to assess the level of security or the basic generic threats in the port?

We are not here to in any way rate or assess what the current situation is. We have had discussions with the authorities and we have given our views on a number of questions they have asked, but that's an internal process which is between us and them.
We are not here to in any way rate or audit the current port facilities. What we are here to do is provide tools to the local industry, because this doesn't just involve government. This also involves the private operators of the port facilities. There has to be a public-private partnership when it comes to security. We're here to help them be able to enhance and sustain, which is the really hard part. Enhancing can be done. Sustaining the security level over a long, extended period of time, requires a lot of planning and a lot of procedures to be put into place. Our job is to provide those processes that will allow this security level to be established and then sustained over an extended period.

We understand that legislation, and the evolution of legislation is very important. Can you tell us more about this?

Legislation is one of the focuses of this project. There has already been an exercise conducted with all the participating countries. There is a process where legal consultants have supported each state in reviewing the appropriate legislation or the existing legislation, if there was existing legislation, because there wasn't in all cases. There has been the proposal of either amendments to existing legislation or drafts of new legislation to support the whole process. It is critically important that this process is supported and underpinned by appropriate domestic legislation. If it's not, then the people who are there to actually implement these tasks will find it very hard to do so, because they don't have the legal framework within which they can do it. We're now looking at the next level down. Implementation is now the focus. We have the legislation in place, the framework is there. It's now a question of how to implement that effectively.

Drug trafficking is a very big issue everywhere in the world, including Mauritius. The port is one of the ways where the threat comes in. How do we tackle this?

Drug traffickers are just like any other industry, they look at the maritime traffic and they say, okay, high volumes, relatively low cost, this is a good way to ship my goods. They have the same cost benefits as they do for commercial shipping. They are always going to target ports. The procedures which the international conventions puts into place, the SOLAS Convention and the International Ship and Port Facility Security Code, are designed to enhance the ability of authorities to detect such cases should they occur within the ports, but also, more importantly, to make the ports less attractive and less accessible for such activities to happen. It's a two-stage approach. The emphasis is more on prevention, on making the port less accessible, less attractive for such illicit traffics, but there is also a second stage within the procedures provided that looks at how can we make sure that if such traffic is attempted, it can be efficiently detected. It's then down to the national authorities and how they implement those measures. The code does not say you must use sniffer dogs or you must use scanners. It just defines capabilities which need to be developed. It's then up to each country to see how their national counter-narcotics strategy is best implemented within the port.

COVER STORY

SUDHEER MAUDHOO, MINISTER OF BLUE ECONOMY, MARINE RESOURCES, FISHERIES, AND SHIPPING

"Port Louis is the economic driver. It is critical that it is protected from all possible threats"

"9/11 happened more than 20 years ago, but today, in 2024, the Indian Ocean region faces many traditional and non-traditional safety and security challenges, including piracy, armed robbery at sea, terrorism, human trafficking, irregular movement of persons, drugs trafficking, illicit trafficking in wildlife, trafficking of weapons, crimes in the fisheries sector such as IUU fishing, degradation of ocean health, unlawful exploitation of marine resources, and climate change with its related repercussions on environmental security," the Mauritian Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries, and Shipping said last Tuesday.

Sudheer Maudhoo was delivering a speech on the occasion of a Training Course on Port Security Risk Assessment held at Les Suites Dock 7, United Docks Business Park, Port Louis. He seized the opportunity to remind of the pressing need for bolstering maritime security in the Indian Ocean region. He also emphasised the necessity for comprehensive capacity building across all countries in the region to effectively tackle these challenges, and stressed that such capacity building efforts would lead to enhanced cross-border cooperation, knowledge sharing, and adoption of best practices to ensure a peaceful, stable, and prosperous maritime domain.

The Minister lauded initiatives like the Port Security and Safety of Navigation in Eastern and Southern Africa and the Indian Ocean programme, which has been instrumental in advancing maritime security objectives since its inception in 2020. However, he acknowledged the financial and expertise constraints faced by many developing countries, hindering their ability to fully implement international maritime regulations such as the ISPS Code.



The crucial role of the European Union Port Security Programme

"To address these challenges, the IMO has established an Integrated Technical Cooperation Programme (ITCP) aimed at assisting countries, particularly those in Africa, Small Island Developing States (SIDS), and Least Developed Countries (LDCs), in building human and institutional capacities for compliance with the Organization's regulatory framework," Minister Maudhoo explained.

He also mentioned the crucial role of the European Union Port Security Programme in promoting and strengthening port security and maritime safety management systems in the region. He emphasized the alignment of these efforts with overarching regional strategies such as the African Integrated Maritime Strategy (AIMS 2050) and the Southern African Development Community (SADC) Regional Indicative Strategic Development Plan 2020-2030.

In reference to Mauritius, Minister Maudhoo detailed the progress made under the European Union Port Security Programme, including the completion of a port facility security assessment at Port Louis in 2022. He commended the collaboration with international partners, particularly the IMO, in enhancing maritime security through training and capacity-building initiatives.

The Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries, and Shipping expressed his gratitude to the European Union, the IMO, and all participants for their contributions towards advancing maritime security in the region. He reiterated the importance of fostering a culture of security awareness within the maritime workforce to safeguard critical assets like the port of Port Louis.

"The port of Port Louis is the economic driver of the nation. It is critical that it is protected from any and all possible threats. We believe that this will be achieved by building a culture of security awareness within our workforce, and the topic of training being delivered will surely help our people to meet security threats. The cornerstone of IMO regulations to address maritime security is the International Convention for the Safety of Life at Sea (SOLAS) chapter XI-2, Special Measures to enhance maritime security, which makes mandatory the International Ship and Port Facility Security Code (ISPS Code). The ISPS Code is a comprehensive set of measures which enhance the security of ships and port facilities, developed in response to several incidents such as the Achille Lauro hijacking in the Mediterranean in 1985, the bombing of the USS Cole in Aden Harbour, Yemen, in 2000, and the 9/11 terrorist attacks in the United States. The ISPS Code contains detailed security-related requirements for Governments, port authorities and shipping companies, and is designed to instill confidence in the shipping industry, from the perspective of the shipper and the port," he stated.

RISK ASSESSMENT OF PORT FACILITIES

A Training by IMO in Mauritius

Risk assessment of port facilities is an indispensable exercise that not only ensures the safety of port areas, but also bolsters their competitiveness. Recognizing its significance, the International Maritime Organization (IMO) teamed up with the Mauritian Ministry of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Navigation to conduct a specialized training course on this subject.

The training took place from 05 to 08 February 2024 in Port-Louis, Mauritius. It was part of the Port Security and Safety of Navigation Programme (PSP), an initiative coordinated by the Indian Ocean Commission (IOC) and financially backed by the European Union (EU).

Approximately thirty officers from various entities participated in the training. Port Authority, the National Coast Guard, Customs, the Ministries responsible for Maritime Transport and the Environment, and private operators in the maritime and port sector.

Captain Coopen, Director of Maritime Transport, underscored the central role of training as a crucial stepping stone in addressing maritime safety challenges, while Mourad Ghorbel, Technical Officer of the IMO's Maritime Safety Division, emphasized the critical importance of port security risk assessment and inter-agency collaboration. These elements are vital in alignment with international frameworks in force, notably those related to maritime security, combating illicit trafficking and crime, salvage operations, and prevention and reduction of pollution risks.



assist port authorities and related agencies in implementing the ISPS Code. He explained, "The ISPS Code introduced for the first time an 'all-risks approach' to maritime security. It provides a national framework for maritime administrations and Plans, Ships Security Assessments and Plans, Port Facility and Ship Security Officers, and the setting of ISPS Code Security Levels."

In August 2022, an IMO mission resulted in the creation of robust security plans for

Pêche illégale : 18 navires de pêche étrangers interceptés dans la ZEE des Seychelles

Par : **Bétymie Bonnelame**



L'opération a abouti à l'arrestation de plusieurs navires de pêche étrangers. (Forces de défense des Seychelles)

Plusieurs navires de pêche étrangers engagés dans la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans les eaux territoriales des Seychelles ont été interceptés par les Forces de défense des Seychelles (SDF).

Les FDS ont déclaré vendredi dans un communiqué que cette réalisation remarquable avait été rendue possible grâce à un effort de collaboration impliquant la Garde côtière, l'armée de l'air, les forces spéciales et l' Island Development Company (IDC).

"L'opération a abouti à l'arrestation de huit grands navires et de 10 petits navires, avec un total de 172 membres d'équipage arrêtés. Sept des grands navires étaient originaires de Madagascar, transportant un équipage collectif de 164 personnes, chacun accompagné d'un ou deux navires plus petits. De plus, un navire en provenance du Sri Lanka, transportant huit membres d'équipage, a également été intercepté", ont ajouté les FDS.

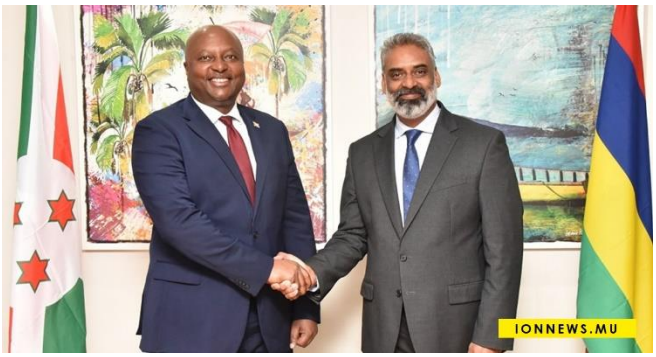
Incitée par les rapports des navires d'excursion locaux et de l'Islands Development Company (IDC), l'opération a vu le déploiement de moyens de surface et aériens dans le groupe d'îles de Farquhar, à environ 450 milles marins au sud-ouest de Mahé, l'île principale.

Cette vaste opération, qui s'étend sur plusieurs jours, souligne l'engagement inébranlable des Seychelles dans la lutte contre la pêche INN et la sauvegarde de sa riche biodiversité marine, a déclaré le SDF.

SDF a ajouté que les premières enquêtes ont révélé que les navires malgaches étaient principalement impliqués dans la récolte illégale d'holothuries, tandis que le navire sri-lankais était engagé dans des activités de pêche illicites. Tous les navires interceptés ont été ramenés à terre pour des enquêtes plus approfondies.

Le SDF a réaffirmé son engagement en faveur des efforts de collaboration avec des partenaires étrangers et nationaux. Le SDF mène des activités de liaison avec les pays concernés et les partenaires régionaux visant à résoudre le problème persistant de la pêche INN dans la zone économique exclusive des Seychelles, qui s'étend sur 1,4 million de kilomètres carrés.

Autosuffisance alimentaire : Maurice obtiendra l'expertise du Burundi



Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération au développement de la République du Burundi, l'ambassadeur Albert Shingiro, a rendu une visite de courtoisie au ministre des Affaires étrangères, Maneesh Gobin, jeudi dernier, à Port-Louis. Cette visite a été suivie d'une réunion bilatérale.

A l'issue de la réunion, Albert Shingiro a affirmé que l'objectif principal était d'explorer le potentiel de renforcement des relations bilatérales entre le Burundi et Maurice. Il a souligné les avantages d'un partage mutuel des connaissances et des compétences pour faciliter le progrès dans les deux pays.

Abordant les avancées technologiques et l'évolution, Albert Shingiro a souligné les progrès significatifs réalisés par le Burundi dans le secteur agricole, qui permet à une population de 13 millions d'habitants de survivre sans avoir à importer des produits alimentaires essentiels. Il a souligné l'autosuffisance du pays en matière de production alimentaire de base et a indiqué que les importations se limitaient aux produits alimentaires de luxe.

Abordant l'importance de la sécurité alimentaire, Albert Shingiro a souligné l'engagement du Burundi à partager ses connaissances et son expérience en matière d'agriculture avec l'île Maurice. En retour, il a reconnu l'expertise de Maurice dans la production de canne à sucre et a exprimé le besoin d'assistance pour développer une capacité similaire au Burundi, car le sucre produit localement ne répond pas aux besoins des 13 millions de consommateurs.

Albert Shingiro a également fait l'éloge du secteur touristique florissant de l'île Maurice et a exprimé l'espoir d'un soutien pour développer l'industrie touristique du Burundi. Il a insisté sur les avantages économiques du développement du secteur touristique qui génère des capitaux pour le pays.

En outre, il a évoqué les situations et les conflits mondiaux, exprimant un engagement commun en faveur de la paix dans le monde. Il a mentionné le prochain sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) qui se tiendra au Burundi en 2024, invitant Maurice à participer et à contribuer à cet événement.

Agriculture : Digitalisation renforcée grâce à l'appui de la FAO



Cérémonie de remise d'équipements informatiques par la FAO au MINAE.

Dans une démarche visant à renforcer les moyens de subsistance et à améliorer la sécurité alimentaire dans les régions vulnérables de Nosy Varika et d'Ikongo à Madagascar, un partenariat a été établi entre la FAO et le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement (MINAE). Cette collaboration stratégique vise à soutenir 2 300 ménages des zones rurales touchés par les récents cyclones. L'objectif principal de cette initiative est de promouvoir la science, les technologies et l'innovation en tant que moteurs essentiels de la transformation des systèmes agroalimentaires à Madagascar. Dans cette optique, la FAO a remis plusieurs équipements informatiques au MINAE pour concrétiser la mise en œuvre de la stratégie nationale de digitalisation agricole. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre du projet de coopération technique sur l'appui à l'innovation et à la digitalisation des systèmes agroalimentaires.

Équipements. Cette collaboration vise également à soutenir un projet axé sur l'appui institutionnel à la transformation inclusive et durable des systèmes alimentaires à Madagascar. En fournissant des équipements informatiques et en facilitant le développement d'un système de suivi et d'évaluation efficace des projets, la FAO s'engage à renforcer les capacités locales et à favoriser une approche participative dans la gestion des ressources et des programmes agricoles. Le projet Mionjo (Soutien aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar), financé par la Banque mondiale et en collaboration avec le ministère de l'Intérieur ainsi que le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, bénéficiera également de ces équipements. **Suite de l'article**

L'agonie silencieuse des zones humides : urbanisation et législations défaillantes en cause

PAR RIZWAAN KHODABUX



Entre Smart City et parc naturel.. ce site abritant des zones humides à Roches Noires fait l'objet de controverse.

Malmenées, fragmentées, voire en voie d'extinction : tel est l'état préoccupant des zones humides à Maurice. Elles sont principalement menacées par l'urbanisation galopante et les développements immobiliers, d'une part, et par des législations jugées insuffisantes, d'autre part. La Journée mondiale des zones humides, célébrée il y a deux semaines, offre l'occasion de dresser un constat sur ces écosystèmes fragiles, mais essentiels, notamment face au dérèglement climatique.



Sebastien Sauvage de l'ONG Eco Sud.

Pour Sébastien Sauvage de l'ONG Eco Sud, les zones humides seraient comblées à plus 90 %, parmi lesquelles 60 % seraient fragmentées. Selon lui, le constat actuel de l'état des zones humides à Maurice serait « alarmant », exacerbé par les récents dégâts causés par le cyclone Belal et les fortes pluies. « Ces écosystèmes fragiles sont confrontés à une pression croissante due à des projets immobiliers, souvent dans des zones sensibles. Les inondations massives, les dégâts matériels et les pertes humaines démontrent une interconnexion inquiétante entre la détérioration de ces écosystèmes et la sécurité des citoyens », estime l'intervenant qui est aussi membre de Rezistans ek Alternativ (ReA). **Suite de l'article**

Biodiversité : à la découverte de la chauve-souris de Livingston

Ahmed Zaidou



Aux Comores, dix espèces de chauves-souris cohabitent, parmi lesquelles figure la roussette de Livingstone, également connue sous son nom scientifique de Pteropus livingstonii. Cette chauve-souris, l'une des plus rares et des plus imposantes au monde, est classée comme espèce endémique en danger. Principalement présente à Ndzuani et à Mwali, sa population est estimée à environ 1 489 individus pendant les saisons humides et 694 pendant les saisons sèches. L'organisation Dahari s'investit particulièrement dans sa protection.

La Roussette de Livingstone est une chauve-souris de grande envergure, pouvant atteindre jusqu'à 1 mètre 40 d'envergure et peser jusqu'à 700 grammes. Son pelage est noir. Elle se nourrit principalement d'une quinzaine d'espèces d'arbres, notamment l'Albizia lebbeck, le Girostpula comoriensis, le Ficus pirifolia et le Ficus esperata.

697 individus pendant la saison humide

Parmi les 21 sites recensés à Ndzuani, Mutsamudu en compte 2, notamment à Hombo et à Page. Quant à l'île de Mwali, elle dispose de 5 sites, notamment à Tredjani et Barakani. « Notre premier recensement pour évaluer le nombre d'individus et leurs habitats remonte à 2012.

Nos recherches sont menées en collaboration avec les parcs nationaux et l'Université des Comores. Nous avons établi ces partenariats dans le but de protéger cet espace classé en danger par l'Union internationale pour la conservation de la nature. À Mwali, la population varie de 500 à 600 individus sur 5 sites pendant les différentes saisons. À Ndzuani, nous avons identifié 20 à 21 sites, avec une population allant jusqu'à 1 489 individus pendant la saison humide et 694 pendant la saison sèche. Nos études se concentrent sur ces deux saisons. **Suite de l'article**

Lire aussi :

- Le concours «OCEANO POUR TOUS» s'ouvre à l'océan Indien - ECONOMIE CIRCULAIRE ET ENVIRONNEMENT DANS L'OCEAN INDIEN (lejournaldesarchipels.com)

Objectifs de développement durable : Lancement du projet Financement intégré pour les énergies durables (FIER)



Les membres du secteur privé avec la représentante du PNUD.

4 millions de dollars soit environ 18 milliards d'ariary. C'est le budget alloué par le fonds conjoint des Nations Unies pour les objectifs de développement durable (UNCDF) pour financer des projets énergétiques à travers le projet Financement intégré pour les énergies durables (FIER).

Une nouvelle donne s'ouvre pour le secteur de l'énergie durable dans le pays avec le lancement, hier au Carlton Anosy, de l'appel à manifestation d'intérêt au secteur privé pour des subventions, garanties de prêt et prêts. Cette initiative, fruit d'une collaboration entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), l'Agence des Nations Unies pour le Développement des Collectivités Financières (UNCDF) et les ministères de l'Économie et des Finances ainsi que de l'Énergie et des Hydrocarbures, s'inscrit dans le cadre du projet Financement Intégré pour les Énergies Durables (FIER), financé par le Fonds conjoint des Nations Unies pour les Objectifs de Développement Durable. Les entreprises privées peuvent déjà se manifester pour bénéficier de cette initiative.

Suite de l'article